

Communistes

Lien d'échanges et de communication

Proposition de base commune alternative au texte sur la visée communiste

Texte rédigé notamment par : Frédéric Boccara, Paul Boccara, Pascal Borelly, Gisèle Cailloux, Jean-Louis Cailloux, Jean Chambon, Raymond Delorenzi, Yves Dimicoli, Jean-Marc Durand, Roland Farré, Gilles Grosgeorges, Paul Huttli, Laurent Marchand, Nicolas Marchand, Fabien Maury, Catherine Mills, Alain Morin, avec 300 signataires de 32 fédérations.

La visée communiste concerne une transformation radicale de la société. Mais le texte adopté par le Conseil national tend à considérer principalement le dépassement du capitalisme au sens d'un processus, au détriment de la conception d'un dépassement révolutionnaire qui permette d'abolir le capitalisme. Il en résulte une conception « évolutionniste » du dépassement du capitalisme, illusoire et très en deçà de l'ambition d'une visée communiste de notre époque. Le projet du CN sous-estime l'originalité et la profondeur inédite

de la crise actuelle du système capitaliste et libéral. Pourtant celle-ci confirme cette exigence de dépassement révolutionnaire, c'est-à-dire d'une transformation qui permette d'abolir les maux de la société en allant au-delà des acquis du système existant. Il définit le communisme, de façon essentiellement défensive, par ce qu'il ne doit pas être, alors qu'il s'agit d'être offensif, de proposer un chemin mobilisateur pour l'avenir. Nous pensons donc utile, à ce stade, de proposer au Conseil nation-

nal, et aux communistes, un autre texte, plus exigeant et créatif, sur la visée communiste. Il s'agit de répondre aux exigences et aux aspirations de notre époque en s'appuyant sur les luttes et sur les avancées théoriques marxistes récentes, particulièrement celles des communistes en France. Ce projet n'est pas à prendre ou à laisser. Destiné à être amélioré et amendé, il constituerait, c'est notre conviction, un meilleur projet de base commune, sur ce sujet fondamental pour une identité communiste du XXI^e siècle.

Une visée communiste de notre temps

La visée communiste concerne une transformation radicale de la société. Elle part de l'originalité et la profondeur inédite de la crise actuelle du système capitaliste et libéral. Celle-ci confirme l'exigence de dépassement révolutionnaire, c'est-à-dire d'une transformation qui permette d'abolir les maux de la société en allant au-delà des acquis du système existant.

Il s'agit de proposer un chemin mobilisateur pour l'avenir. On peut répondre aux exigences et aux aspirations de notre époque en s'appuyant sur toutes les luttes et sur les avancées théoriques, tout particulièrement les avancées marxistes récentes comme celles des communistes en France. En effet, pour définir

une visée communiste de notre temps, il faut prendre la mesure des formidables défis auxquels se trouve confronté le capitalisme en crise avec la révolution informationnelle: à l'opposé de la mondialisation capitaliste comme réponse réactionnaire à ces défis, cette révolution fait monter les exigences de partage des ressources, des savoirs, des pouvoirs jusqu'à chacun-e.

Il faut mettre en évidence le principal: la visée radicale d'émancipation des salariés, des femmes, des peuples de toutes les dominations sociales pour une autre civilisation; c'est elle qui éclaire le chemin des luttes.

Cet enjeu de dépassement du capitalisme monte de l'intérieur de

tous les défis de la société actuelle. Il éclaire l'importance d'une cohérence transformatrice suffisante pour les rassemblements nécessaires à un effort d'émancipation effective de toutes les aliénations et dominations; cet effort s'appuierait sur des avancées possibles immédiatement, pour une autre Europe et un autre monde.

Une telle visée communiste va de pair avec des principes stratégiques visant un rassemblement sur des propositions et des actions, la recherche des alliances nécessaires. Elle s'articule avec des exigences de contenu des transformations à opérer pour commencer à entreprendre, et réussir, une avancée sociale radicale de rupture constructive avec le libéralisme en France.

Une autre civilisation bien plus libre et solidaire pour toute l'humanité : une société communiste

Notre civilisation actuelle, celle du capitalisme et du libéralisme, est en crise très profonde. On assiste à la généralisation et à l'exacerbation des maux du système, mais aussi à l'apparition de nouveautés radicales et de potentiels de transformations d'ensemble:

- Généralisation de la salarisation dans tous les pays mais avec explosion de la précarisation, chômage massif persistant et mise en concurrence des salariés du monde entier.
- Non seulement industrialisation du monde, mais début de la révolution informationnelle et aussi domination des entreprises réelles par des capitaux financiers et monopolistiques de plus en plus spéculatifs.
- Montée de l'affirmation d'une volonté d'émancipation des individus, hommes et femmes, mais aussi d'un individualisme destructeur des solidarités traditionnelles.
- Ouverture aux autres nations, aux aires culturelles et à d'autres règles, mais aussi mise en cause des protections étatiques traditionnelles avec des régressions des droits sociaux acquis ainsi que l'exacerbation des dominations supranationales.

C'est aussi la scission entre les institutions politiques et culturelles

et la vie de chacun, avec l'envahissement de toute la société par la bureaucratie technocratique, jusqu'aux explosions de révoltes. C'est la persistance des conflits armés, avec les interventions militaires des grandes puissances et des États-Unis, malgré les risques des armes de destruction massive, et la montée du terrorisme au plan mondial. C'est une universalisation culturelle au plan mondial, mais aussi la tendance à son uniformisation stérilisante et sa domination par des appareils marchands et médiatiques.

Il y a une véritable maturation des possibilités d'avancer de nos jours vers une autre civilisation, émancipée de la marchandisation de toute la vie et de l'accaparement par une élite de tous les pouvoirs dans les entreprises et les institutions.

Ainsi, alors que progresse l'hégémonie des États-Unis sur le monde entier en liaison avec la domination de l'ultra libéralisme, s'affirme, au contraire, l'aspiration à une autre civilisation, une civilisation de toute l'humanité, allant bien plus loin que toutes les libertés acquises, tout en s'émancipant des monopolisations et dominations sociales, des rejets sociaux actuels.

Et en France, comme dans les pays de l'Union européenne, se lève

l'exigence d'aller au-delà des alternances politiques ne changeant pas en profondeur le système existant, avec tout particulièrement le ralliement du social-libéralisme au marché. Se cherche ainsi un projet politique et social transformatrice pour de véritables alternatives. Il ne peut être seulement national. Il doit être aussi européen et aller jusqu'au niveau mondial.

C'est dans ces conditions que la problématique marxiste de dépassement révolutionnaire du capitalisme pour un projet de société radicalement autre, mais partant des réalités et des luttes existantes, peut se poser pratiquement aujourd'hui: il s'agit d'aller plus loin que les conquêtes sociales du système tout en s'émancipant de ses maux sociaux.

On ne peut seulement parler de liberté, d'égalité, de fraternité, de justice, de respect de la nature et des êtres humains, sans s'en prendre à l'inégalité des moyens matériels et culturels et à leur accaparement; on ne peut en rester à une égalité et une liberté seulement en droit, sans de réels partages jusqu'à chacun-e des pouvoirs et des moyens pour maîtriser et épanouir sa vie.

La visée d'un dépassement de la civilisation actuelle pour éclairer le chemin et les luttes

Comment avancer ?

Les tentatives passées de transformation de notre société fournissent cet enseignement fondamental du besoin de « dépassement », effectif, révolutionnaire.

Les tentatives sociales-démocrates ont échoué, car elles n'ont visé, au mieux, que des corrections ponctuelles et limitées, dans le cadre du système existant, maintenu dans ses principes fondamentaux, voire parfois soutenu jusque dans ses exactions (la colonisation par exemple). Elles sont passées aussi de l'affirmation du besoin d'une autre société à la conciliation avec la société établie, pour aboutir aux dérives actuelles du social-libéralisme.

La construction soviétique, de son côté, a conduit à une construction étatique très autoritaire; opposée aux libertés individuelles,

elle a nié le marché et le libéralisme au lieu de les dépasser par la conquête de libertés supérieures et en s'émancipant de leurs maux. D'où son effondrement face aux pressions du système capitaliste et libéral ainsi qu'aux conditions nouvelles de sa crise et de sa mondialisation agressive, s'appuyant sur la révolution informationnelle, tout en développant les antagonismes sociaux.

En ce qui concerne le dépassement, on ne peut se limiter à l'aspect de processus au détriment du principal: une transformation qui permette d'abolir les maux parce qu'elle va au-delà des progrès du système en cause, une révolution réussie.

Dépasser, c'est arriver à supprimer vraiment une réalité sociale existante de domination, d'exploitation, d'inégalités et d'exclusion, par des conquêtes sociales et des sauts institutionnels permettant

une progression radicale; cela est possible, parce qu'on ne nie pas le problème crucial auquel cette réalité sociale donnait un type de réponse, parce que l'on garde la force relative de cette réponse, mais en apportant une autre solution, avec un progrès fondamental.

Ainsi en va-t-il par exemple du chômage: mal terrible, social, moral, économique, c'est aussi une force considérable du système capitaliste, qui permet aux capitaux dominants de se redéployer rapidement vers d'autres productions, d'autres lieux. En supprimant des emplois il peut pousser fortement, à travers souffrances et gaspillages, à des changements d'activité. Cela contribue à favoriser le progrès technique, mais pour la rentabilité financière avant tout, donc aux dépens de la vie de l'immense majorité des gens.

C'est son dépassement que nous visons, dans le monde actuel, avec

le projet de sécurité d'emploi ou de formation, à l'opposé des rejets dans le chômage ou la précarité généralisée. Il s'agirait d'éradiquer le chômage, de dépasser le marché du travail, en favorisant le passage de l'emploi à la mise en formation, choisie et avec un bon revenu, pour revenir par la suite à un meilleur emploi. Cela contribuerait à la maîtrise des nouvelles technologies tout en assurant à chacun-e, soit un emploi, soit une formation, avec des rotations d'activités. Cela s'inscrirait dans la réalisation de la perspective émancipatrice d'une abolition du salariat.

Cela s'oppose aux capitulations sociales-libérales devant l'exacerbation du chômage et de la précarité, avec des mesures d'accompagnement social de la flexibilisation ravageuse du marché du travail. Mais cela s'oppose aussi aux rigidités et gâchis des garanties et allocations autoritaires d'emplois des régimes qui se réclamaient du socialisme comme en Union soviétique.

Il s'agit notamment d'organiser des pouvoirs décisionnels des salariés et des citoyens sur les anticipations et les choix stratégiques des entreprises: recherche, production, investissements, crédit...

Ce type de dépassement est devenu possible de nos jours avec la révolution informationnelle: d'un côté, elle exacerbe dans le système la concurrence mondiale de tous les salariés, avec les économies massives de travail vivant et de travail passé cristallisé dans les moyens de production; mais, d'un autre côté, elle exige aussi de dépenser et

de libérer du temps le plus possible pour le développement de toutes les capacités des êtres humains, en formation et en recherche particulièrement, pour leurs activités créatrices dans tous les domaines.

Cette révolution technologique va en effet au-delà de, et achève, la révolution industrielle du remplacement de la main de l'homme par la machine-outil pour les opérations de production. Avec le remplacement de certaines fonctions du cerveau par les ordinateurs, elle exacerbe les antagonismes capitalistes, tout en créant les conditions de leur dépassement. Entraînant la tendance à la prédominance des activités informationnelles (recherche, création, formation...), elle suscite des exigences de partages. En effet, une information, les résultats d'une recherche par exemple, peut être partagée sans limite jusqu'à l'échelle du monde entier. Au contraire, une même machine-outil ne peut pas être dans plusieurs endroits à la fois ou être actionnée, en même temps, pour des opérations différentes. À l'opposé des partages des coûts de recherche organisés par les multinationales, pour détruire les rivaux dans la guerre économique, ainsi que des rejets sociaux et des dominations exacerbées qu'ils engendrent, il s'agit de partager jusqu'à chacun-e pour l'émancipation de tous les peuples, de chaque personne, et leurs créativité.

D'autres révolutions vont dans le même sens: celui de partages, pour toute l'humanité et pour chacun-e, de toutes les activités sociales dans une nouvelle civilisation.

Ce sont la révolution écologique (les défis des pollutions mais aussi des nouveaux espaces), la révolution monétaire (émancipation de la domination de l'or sur la monnaie, permettant de maîtriser les marchés), la révolution démographique (allongement considérable de la durée de la vie, réduction très forte de la natalité), la révolution féministe et la révolution parentale (émancipation de chacun-e et partage de rôles, parentés recomposées).

Cela concernerait non seulement le plan économique, mais aussi tout ce qui ne relève pas de l'économique: l'anthropologie.

Toutes ces mutations pourraient fournir la base d'une transformation révolutionnaire des structures et des régulations sociales.

Une nouvelle construction systémique de dépassement, pour une autre civilisation, doit aller au-delà de l'économique et du politique; elle concerne toutes les dimensions de la vie sociale.

À l'opposé des régulations par catastrophes (famines, guerre, chômage, épidémies, désastres écologiques), il s'agit de respecter et promouvoir les conditions de la vie de tous les êtres humains, du milieu écologique naturel à la paix partout, et à la créativité matérielle et culturelle. Il s'agit pour chacun-e, au lieu d'être instrumentalisé ou rejeté par les pouvoirs capitalistes et étatiques, de parvenir à maîtriser tous les moments de sa vie avec son activité créatrice, avec l'épanouissement de ses capacités et de ses relations sociales, de la naissance jusqu'à la vieillesse.

Des transformations économiques et sociales de dépassement des marchés et d'appropriation sociale des moyens de production matériels et monétaires pour leur maîtrise partagée

Au plan économique, face à l'exacerbation de la marchandisation de toute la vie, cela concerne la maîtrise et le dépassement du marché et du capitalisme lui-même qui est le plus marchand des systèmes économiques. Cela concerne inséparablement les accaparements privés et monopolisations des moyens matériels et monétaires. D'où le besoin de propositions institutionnelles à élaborer pour les quatre marchés et leur domination par le capital:

- **Le marché du travail**, comme avec notre projet de sécurité d'emploi ou de formation;
- **Le marché des productions**, pour une appropriation sociale des gestions des entreprises: avec des critères de gestion d'efficacité sociale

alternatifs aux critères de rentabilité financière; avec des pouvoirs de gestion des travailleurs et des usagers; avec l'avancée de nouveaux types d'entreprises publiques, et mixtes à prédominance publique et sociale, coopérant intimement entre elles au plan international;

- **Le marché de la monnaie et des titres financiers**: partages des ressources de la création monétaire, pour un autre crédit. Il s'agirait de favoriser une sécurité d'emploi ou de formation, de soutenir d'autres titres d'emprunt public favorisant l'expansion des services publics et sociaux de développement de chaque personne. On viserait une autre utilisation des monnaies zonales comme l'euro et une refonte complète du FMI avec la création d'une

monnaie commune mondiale: cela permettrait de s'émanciper du dollar et de la domination des marchés financiers, avec un co-développement de tous les peuples;

- **Le marché international et mondial**: avec de nouvelles règles de maîtrise et d'émancipation des concurrences marchandes, à l'opposé de celles de l'OMC, pour l'accès de toute l'humanité aux produits et aux services, la diversité culturelle; institution de biens communs de l'humanité, dégagés de la domination des groupes privés et de toute hégémonie, partagés et en co-production (alimentation, eau, énergie, santé, écologie et environnement, recherche, culture...).

Des pouvoirs et des droits de participation de chacun-e à la direction de tous les moments de la vie sociale

Au plan politique, culturel et de toutes les activités sociales non économiques, c'est-à-dire au plan anthropologique, cela concerne la maîtrise et le dépassement des délégations de la démocratie représentative. Il s'agit d'en finir avec les monopoles des pouvoirs politiques et sociaux, des moyens d'activité et des rôles, pour des partages jusqu'à chacun-e. D'où le besoin de propositions institutionnelles pour les quatre moments des activités humaines:

- **Le moment parental et les services sociaux aux enfants et aux personnes**: de nouveaux droits et pouvoirs pour le développement de chaque personne, l'émancipation des dominations des femmes, des personnes âgées, des enfants, avec, en particulier, des pouvoirs de coopération créative de tous les usagers avec tous les personnels des services publics et sociaux aux personnes

(école, santé, logement social, média, culture);

- **Le moment de la production**: des pouvoirs de partage des informations et des décisions, d'interventions dans les gestions, de participation à la créativité, effective pour tous les travailleurs, dans les entreprises et les services;
- **Le moment politique**: avancée de droits de démocratie participative et d'intervention directe des citoyens et de chacun-e, avec des décentralisations de pouvoirs et de concertations institutionnalisées, depuis chacun-e, aux différents niveaux (local, régional, national, zonal et mondial); recul progressif des délégations représentatives, jusqu'à des institutions internationales, assurant le désarmement et la paix, des partages généralisés;
- **Le moment culturel**: construction d'institutions culturelles favori-

sant non seulement l'accès mais aussi la créativité de chacun-e, du local au mondial, pour la créativité dans chaque peuple, pour une culture à la fois commune et diverse de toute l'humanité; avancée d'un nouvel écuménisme de tolérance et de rapprochements, un humanisme de paix, d'ouvertures et d'apports réciproques.

Ainsi, on avancerait vers une civilisation de partage jusqu'à chacun-e, comme en avaient eu le pressentiment Karl Marx et Friedrich Engels dans « Le manifeste du parti communiste » de 1848: une civilisation où « *le libre développement de chacun* » devient « *la condition du libre développement de tous* ».

Cette civilisation de dépassement du capitalisme et du libéralisme, ce « *communisme de liberté pour chacun* », résulterait de la conjonction des transformations contre toutes les dominations et aliénations sociales et sociétales: celles qui concernent la condition des divers salariés; celles de genre et de génération; celles qui concernent les immigrés, les peuples, les nations et les aires de civilisation.

Une convergence de toutes les luttes émancipatrices

À l'opposé de leurs divisions traditionnelles que les forces du capital essaient aujourd'hui de réactiver, on assiste à des rapprochements profonds entre les diverses couches de salariés, des plus qualifiés ou des cadres aux salariés d'exécution ou les moins qualifiés. Cela se fonde, d'une part, sur la généralisation de la précarisation des emplois et le besoin commun de sécurisation, et aussi sur l'exigence de formation continue, de pouvoir et de maîtrise de son sort, de participation à la créativité.

De même, le féminisme et l'exigence d'émancipation complète des femmes de toutes les dominations et discriminations les concernant sont devenus un constituant fondamental et autonome des luttes émancipatrices. Ils peuvent être articulés comme jamais à une construction de partages sociaux contre les monopoles des pouvoirs et des rôles.

Et à l'opposé de toutes les dominations nationales et culturelles, comme de toutes les discriminations à connotation ethnique, racis-

te, etc., grandit le besoin de construire une civilisation mondiale commune, une civilisation de toute l'humanité.

Dans une première phase de construction du dépassement, il y aurait sans doute mixité viable, conflictuelle, évolutive, avec prédominance des éléments radicalement nouveaux afin de pouvoir déboucher, par la suite, sur une phase historique pleinement nouvelle.

Avec cette nouvelle civilisation de tous les peuples, ressources, informations, pouvoirs et rôles pourront être de plus en plus partagés entre tous les êtres humains et tous les groupes sociaux, pour favoriser la créativité de chacun, c'est-à-dire l'inter-créativité. ■

Proposition de base commune alternative au texte sur la stratégie

Texte rédigé notamment par: Frédéric Boccara, Paul Boccara, Pascal Borelly, Gisèle Cailloux, Jean-Louis Cailloux, Jean Chambon, Raymond Delorenzi, Yves Dimicoli, Jean-Marc Durand, Roland Farré, Gilles Grosgeorges, Paul Huttli, Laurent Marchand, Nicolas Marchand, Fabien Maury, Catherine Mills, Alain Morin, avec 300 signataires de 32 fédérations.

Le projet du CN sur la stratégie est très ambigu sur la conception du rassemblement et les alliances pour les élections de 2007. Ne portant que sur la stratégie électorale, il sous-estime l'exigence, pour construire un rassemblement populaire transformateur, d'organiser l'action. Il tend à prioriser la construction d'une alliance électorale, sur un programme et des candidatures communs pour les élections présidentielle et législatives, tout en tentant de structurer une autre formation politique, hétéroclite, pour revenir ensuite à une subordination à l'alliance avec le PS. Hésitant à traiter explicitement du contenu des problèmes posés à gauche, avec le PS, avec l'extrême-gauche, il n'aborde pas les enjeux, pour une union populaire agissante et transformatrice,

d'une action autonome du PCF et d'un progrès de son influence, en relation avec les luttes en cours. Il traite d'une participation éventuelle au gouvernement, comme d'un choix de principe, sans référence à des principes clairs pouvant servir de base, le cas échéant, pour décider; et sans mettre en premier notre participation au développement de luttes transformatrices, avant comme après une telle décision. Tout en affirmant la souveraineté des communistes, il tend à la subordination à des négociations de sommet pour des alliances. Au contraire, il faut déployer les débats et les luttes pour des propositions transformatrices, y compris avec l'enjeu du 1^{er} tour, sans les court-circuiter par une recherche d'accord prioritaire et illusoire sur un programme commun, tout en

ayant le débat public avec toutes les forces de gauche.

Au Conseil national, après avoir présenté des amendements, plusieurs d'entre nous ont demandé que le texte commun présente les termes du débat, en introduisant en option des propositions clarifiant la position du PCF. Cela n'a pas été retenu. Nous le regrettons. Cela nous contraint à formuler ces propositions dans le texte qui suit. Il sera utile. Il peut être retiré si le CN décide d'introduire dans le projet de base commune les propositions en option. Sinon il pourra, selon le vote des communistes, devenir la base de discussion, ou encore servir au débat d'amendement jusqu'au Congrès.

Pour une union populaire agissante et transformatrice

Notre ambition: une transformation radicale de la société pour changer la vie en allant vers une nouvelle civilisation

Nous voulons contribuer à créer les conditions d'un profond changement de politique et des institutions, traduit rapidement par une

amélioration sensible de la vie de chacun-e. Nous proposons de tout mettre en œuvre pour ouvrir une telle perspective dès les

échecs présidentielles et législatives de 2007: battre la droite dans des conditions permettant la mise en œuvre réussie et durable d'une politique de véritables progrès sociaux.

Les expériences passées montrent que cela ne saurait être délégué à un président ou à une majorité parlementaire, quels qu'ils soient. Ce ne peut être l'œuvre que d'une union populaire agissante, exi-

geante, pour faire prévaloir les contenus, les rythmes, les modalités des transformations à opérer et assurer un contrôle participatif, avec les interventions des travailleurs et des citoyens, jusqu'aux élus.

On ne doit pas accepter que quiconque à gauche agisse aujourd'hui comme si les déceptions accumulées n'avaient pas conduit à la grave sanction électorale du 21 avril 2002, mais se fonder sur l'autocritique publique des expériences passées.

D'alternance en alternance, depuis plus de 20 ans, la gauche, toute la gauche, a été en échec et a gravement déçu. Cela tient particulièrement aux effets de la dérive sociale-libérale d'un PS hégémonique, conduisant à capituler devant la domination des marchés, et surtout du marché financier. Cela tient aussi à une construction délégitime, et à la domination des appareils techno-bureaucra-

tiques, à l'opposé de l'intervention des travailleurs et des citoyens. Notre Parti a quant à lui manqué de fermeté, face à ces dérives, et parfois cédé, alors que l'extrême-gauche, dans la mesure où elle se limitait à la protestation et stigmatisait les quelques réformes anticapitalistes conquises, notamment par l'action des communistes, ne contribuait pas à éclairer l'alternative.

Toute la gauche est donc aujourd'hui au défi de convaincre qu'il est possible de construire et de mettre en œuvre une politique transformatrice répondant aux exigences populaires. Il faut s'attacher aux causes des échecs et du fossé qui s'est creusé entre elle et le peuple.

Ce qui a rendu possible la dynamique du 29 mai, ce sont, avec l'engagement et l'apport du PCF, des débats en profondeur, mettant en cause les politiques patronales et le renforcement de leur sou-

tien institutionnel par le projet de traité constitutionnel; ce sont les luttes porteuses d'exigences en rupture avec le déchaînement sans précédent des maux du capitalisme, et du libéralisme. Il s'agit aujourd'hui, non seulement de prolonger ce mouvement, mais de l'élargir et de rendre son contenu constructif, cohérent et efficace, afin qu'un nouveau rassemblement populaire s'empare de grands axes de transformation sociale radicale.

Cela exige de construire, autour d'un projet antilibéral et anticapitaliste, un mouvement populaire apte à battre la droite et à ancrer une majorité politique, dégagée de la résignation à la domination des marchés capitalistes et des délégations bureaucratiques; un mouvement se donnant les moyens d'imposer des avancées sociales radicales.

Une course de vitesse, un affrontement de classe et d'émancipation des dominations sociales

La période actuelle est caractérisée par la violence des politiques de régression sociale et démocratique en France et en Europe, et la montée, sous différentes formes, de la colère, du refus. C'est une période nouvelle, marquée par un affrontement de classe entre avancée et recul de civilisation; une période « ouverte » où les risques et les possibles sont considérables: la question d'une vraie alternative se pose avec urgence mais aussi exigence.

Avec les effets des politiques libérales, l'idée que ça ne peut plus durer grandit, la perception du « possible » tend à se modifier; une brèche s'est ouverte dans le dispositif idéologique alimentant la résignation. Cela donne du champ à une issue politique de transformations radicales.

La droite, alertée par la dimension de classe du 29 mai, connaît cette réalité. En réaction, elle accélère sa politique de casse, et agit, face aux luttes, pour briser tout espoir. Malgré ses échecs électoraux, et l'absence de consensus populaire sur ses choix ultra-libéraux, elle ambitionne de « passer » en 2007. Elle cherche même à capter le besoin de changement en donnant l'illusion d'une alternative à droite. Elle tient à cet effet, et pour récupérer les voix du FN, un discours populiste et sécuritaire, à l'opposé de mesures radicales contre l'insécurité sociale.

Sans rupture effective avec les politiques menées depuis tant d'années, et sans la construction de nouvelles institutions, d'autres discours de « rupture », y compris ceux tenus à droite, risquent de faire illusion. Pour déjouer ce piège, il faut que la gauche offre une tout autre perspective qu'une nouvelle « alternance ».

C'est possible. Le principal atout ce sont les luttes, la contestation

grandissante des conséquences du libéralisme, pour des transformations profondes, les convergences nouvelles d'action entre couches populaires et couches moyennes salariées.

La situation est donc ouverte: une alternative est possible. Nous voulons faire partager cette conviction, donner de l'espoir, mobiliser pour gagner. C'est inséparable, à l'opposé des illusions d'hier, d'une prise de conscience des conditions à réunir, des obstacles à surmonter.

Car des problèmes politiques sérieux restent posés à la gauche, divisés sur les contenus et la construction d'un autre projet.

Cela pèse sur le niveau de la riposte à la droite et au Medef; c'est un handicap pour le mouvement social.

Le 21 avril 2002 a signifié qu'une rupture avec une gestion prisonnière des normes imposées par les forces ultra-libérales était impérative. Le 29 mai 2005 atteste qu'une démarche démocratique et citoyenne sur des contenus transformatrices peut donner force majoritaire à un projet antilibéral de progrès social radical.

Pour les communistes, il s'agit, selon l'idée formulée au 32^e Congrès, de mettre en œuvre « une nouvelle conception du rassemblement politique et de l'union » en « faisant vivre dans tous les domaines une démarche politique participative reposant non sur la délégation de pouvoirs mais sur l'implication de chacun(e) et de tous ». Nous devons continuer à en tirer les conséquences pour les élections, mais aussi pour nos pratiques dans les institutions et nos alliances.

Rompre avec le libéralisme ou l'aménager: le débat populaire est lancé. Déjà il oblige les partis de gauche à prêter une oreille diffé-

rente aux aspirations transformatrices exprimées lors du référendum. Mais il reste beaucoup à faire, au regard des prises de position et des choix stratégiques des formations de gauche et d'extrême-gauche. C'est ce que montre, au PS, la contradiction d'un discours gauchi sans mise en cause effective des idées sociales-libérales, pourtant nécessaire pour une autre construction en France et en Europe, quant aux objectifs sociaux, aux moyens financiers et aux pouvoirs. Quant à l'extrême gauche, essentiellement cantonnée à des positions protestataires, elle développe une conception étroite du rassemblement, au risque d'abandonner l'électorat socialiste au social-libéralisme.

Pour répondre aux besoins du peuple, il faut rompre avec le libéralisme. Cela nécessite de travailler à un rassemblement populaire, à une majorité transformatrice.

Dans cette perspective, ne peut être ignoré le besoin d'un apport original du mouvement syndical à partir de ses propositions et dans le respect de son indépendance et de son rôle propre.

Pour ce qui relève du PCF, il nous faut tirer les enseignements de notre action et de notre démarche de rassemblement dans les idées, les luttes et lors des élections. On peut mettre au compte de nos avancées, une combativité retrouvée, des apports utiles dans les luttes, notre contribution autonome lors des derniers rendez-vous électoraux, avec des propositions, pour aider à l'intervention populaire et animer des dynamiques unitaires. Reste à élargir et approfondir cette capacité d'apport autonome, cette démarche d'action et de rassemblement.

Un processus politique priorisant l'action et le contenu des transformations

Ce qui est à l'ordre du jour, face à la mise en place accélérée du projet de société libéral de la droite, ce n'est pas un « changement » en général, mais une alternative radicale précise à ce projet: d'autres principes de transformation de la société que ceux du libéralisme et du social-libéralisme, pour sécuriser et promouvoir tous les moments de la vie de chacun-e.

Cela correspond au niveau des refus et exigences populaires. Les luttes, le 29 mai, les événements des quartiers populaires, les sondages indiquent la force du rejet de l'évolution de la société imprimée par le libéralisme et de l'aspiration à d'autres solutions. Fidèle à sa raison d'être, le PCF se fixe l'objectif d'un changement de pouvoir, de politique et de société, permettant de répondre à ces attentes. Il décide de mobiliser toutes ses forces pour contribuer à une victoire durable, débarrassant notre pays du pouvoir de la droite et du Medef.

Comment?

- La 1^{re} priorité, c'est rassembler sans attendre avec des propositions pour aider au développement des luttes pour résister et faire échec à la politique de la droite.

- Dans ce mouvement, il s'agit de créer les conditions pour battre la droite, et améliorer profondément la situation des salariés et des citoyens. Cela implique un rassemblement populaire s'appropriant les contenus d'une politique vraiment alternative, et pouvant déboucher sur l'élection d'une nouvelle majorité de gauche.

- Il ne faut pas reproduire les erreurs, donc les échecs, des précédentes expériences de gauche, et s'interdire ainsi de mettre en œuvre les transformations nécessaires. Ce rassemblement doit donc se donner l'objectif d'une politique rompant avec le libéralisme, par une nouvelle construction des objectifs sociaux, avec les moyens et les pouvoirs indispensables.

- La construction d'un tel rassemblement découlera nécessairement d'un processus populaire enraciné dans les mouvements

sociaux et citoyens. Le rôle de décideur doit revenir au mouvement populaire. Cela suppose notamment que les citoyens aient la possibilité de faire des choix clairs, sur des projets précis, au 1^{er} tour des élections. On ne saurait donc accepter qu'ils puissent en être privés par un système de « primaires » ou des accords de sommet.

Le PCF s'adresse aux travailleurs, aux citoyens, à toutes les formations se réclamant de la gauche, à leurs adhérent-e-s, aux militants syndicaux et associatifs, à toutes celles et ceux qui sont disponibles pour une dynamique permettant à chacun-e de se saisir des enjeux et participer aux choix. Avec notre démarche, nos initiatives, il s'agit de contribuer au développement de l'action et à un véritable débat politique national.

Dans le cadre de cette pratique stratégique nouvelle, nécessaire pour ne pas refaire ce qui a échoué,

Le PCF avance les propositions politiques suivantes

- Donner la priorité effective au mouvement populaire: chercher sans attendre à construire un large rassemblement du peuple de gauche, une union populaire agissante et exigeante sur les contenus. Dans le débat et l'action, il prendrait lui-même en mains l'élaboration d'un projet de profondes transformations sociales antilibérales, jusqu'à le faire porter par les forces et personnalités qui s'en réclament devant le suffrage universel, lors des échéances électorales à venir. C'est le seul chemin pour des alliances viables.
- Faire porter les forums que nous organisons avec d'autres sur l'élaboration de propositions et sur l'action pour faire monter la prise en mains par les travailleurs et les citoyens d'un projet transformatrice cohérent au plan national et européen. C'est une cohérence transformatrice suffisante qui doit conditionner les accords éventuels.
- Engager pleinement le PCF, avec des propositions et un déploiement militant, actif et rassembleur, dans les entreprises, les quartiers, les villages, dans cet effort d'élaboration d'un projet de société et d'un programme politique de gouvernement de changement radical à soumettre aux électrices et électeurs.
- Examiner les conditions dans lesquelles les forces et personnalités associées à l'élaboration et au contenu d'un tel projet, le seraient à la conception et à l'animation de la campagne sur ce projet, à une concertation sur les alliances ultérieures et les conditions de participation, le cas échéant, à l'exercice du pouvoir d'État, chaque composante du rassemblement gardant sa pleine autonomie de décision.
- Même si le débat public doit être ouvert avec toutes les forces de gauche sans attendre, il n'est pas réaliste de croire aboutir à un tel programme de toute la gauche avant le 1^{er} tour de l'élection

- présidentielle, lequel doit peser le plus possible dans ce sens.
- En cas d'accord pour le 2^e tour, comme en cas de participation éventuelle au pouvoir d'État, c'est encore l'action et les luttes indépendantes et rassembleuses, à partir des exigences transformatrices, qui rendront possible la réalisation des changements effectifs auxquelles notre peuple aspire.
- Pour le 1^{er} tour de l'élection présidentielle, notre parti a mis en débat, depuis plusieurs mois, sa conviction qu'une candidature communiste sera la plus efficace pour porter, de façon conséquente, cohérente, rassembleuse et militante, le contenu du rassemblement construit dans l'élaboration d'un projet transformatrice, de sa représentativité à gauche et dans le pays. Nous soumettons aux communistes la proposition de décider au Congrès de cette candidature, afin de pouvoir ouvrir le processus de sa désignation.
- S'agissant des élections législatives, nous pensons qu'un progrès d'influence du PCF, à partir de ses propositions, est un enjeu essentiel pour un développement du mouvement populaire. D'où l'importance que nous attachons à la présence, au 1^{er} tour, de candidats du PCF sur tout le territoire national. Cette conception permet que toutes les candidatures pouvant être efficacement représentatives d'un rassemblement transformatrice soient examinées, les adhérent-e-s du PCF prenant leurs décisions souverainement dans chaque circonscription, conformément aux statuts de leur parti.
- Concernant la question d'une participation éventuelle à un gouvernement, le PCF se déterminerait en fonction du contenu d'engagements précis pris au grand jour pour des réformes transformatrices associées aux moyens de leur réalisation, et de garanties

concernant le respect de son autonomie politique dans le pays comme dans les institutions. Sur la base d'une information précise, et d'une proposition du Conseil national, les communistes se prononceraient par un vote.

Ainsi, à toutes les étapes, s'exercera pleinement la souveraineté des communistes sur les décisions de leur parti. En aucun cas elle ne pourra être subordonnée à des décisions résultant de négociations de sommet.

Cela garantira leur participation démocratique aux rassemblements larges et efficaces auxquels ils veulent contribuer, pour réussir une transformation politique et sociale de progrès. ■

Communistes Supplément à l'Humanité

Équipe de rédaction - 2, place du Colonel Fabien - 75019 Paris

Mèl: communistes@pcf.fr - Télécopie: 01 40 40 12 46

DIRECTEUR: Jean-Louis Le Moing - Tél.: 01 40 40 11 67

RÉDACTION: Patrice Falguier - Tél.: 01 40 40 13 59

Élisabeth Ackermann - Tél.: 01 40 40 11 06

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MAQUETTE: Zouhair Nakara, Stéphane Paturey

COMITÉ DE PILOTAGE:

Élisabeth Ackermann - Alain Bascoulergue - Marie-Pierre Boursier

Gérard Busque - Brigitte Dionnet - Patrice Falguier

Jean-Louis Le Moing - Denis Rondepierre